



Charte de modération du site internet du débat public

Le site du débat est un lieu d'échange ouvert à tous les citoyens et à toutes les institutions et organisations. Il recueille notamment les questions, avis, contributions et commentaires du public. Toutes les formes d'expression du public sont rendues publiques sur le site pour être prises en compte dans la rédaction du compte-rendu du débat, dans le respect des principes de transparence et d'équivalence qui régissent le débat. Le public peut s'exprimer directement sur le site ou transmettre ses messages par courrier postal ou électronique à la CPDP qui se chargera de leur mise en ligne.

Il est demandé aux participants de préciser leurs nom, prénom, et lieu de résidence afin que le débat se déroule dans un cadre transparent. Ces données sont rendues publiques. Ceux qui s'expriment directement en ligne doivent également donner une adresse électronique valide et qui leur est personnelle. Cette adresse n'est pas publiée et son usage est réservé à la CPDP. Elle ne sera pas communiquée à un tiers sans l'autorisation préalable de la personne concernée.

Notre site est configuré de manière à ce que les pages où apparaissent les noms, prénoms et lieu de résidence des participants ne soient pas indexées par les moteurs de recherche courants (Google, Yahoo...). Ces données seront visibles sur le site du débat public mais les moteurs de recherche ne renverront pas vers les pages où ils apparaissent.

Chaque message fait l'objet d'une modération a priori : un modérateur vérifie qu'il respecte cette charte de modération avant de le publier. Son rôle est de préserver et de garantir la qualité des discussions. Il veille en particulier à ne pas publier les messages jugés inappropriés ou qui ne respectent pas la législation en vigueur. Cela concerne notamment les questions, avis, contributions et commentaires :

- qui ne sont pas en relation avec les questions du débat public (hors-sujet)
- qui ne sont pas argumentés
- reproduisant un contenu déjà publié sur le site du débat public (copier-coller, répétition)
- dont l'auteur n'a pas précisé ses nom, prénom et lieu de résidence, ou dont l'adresse e-mail n'est pas valide ou personnelle
- comportant des attaques, insinuations ou insultes à l'égard d'une organisation ou d'une personne, en particulier si elles sont basées sur la race, les croyances, les origines ethniques ou l'orientation sexuelle
- incluant des propos agressifs, méprisants, obscènes ou à caractère pornographique
- poursuivant des fins commerciales ou publicitaires
- mentionnant des données personnelles (adresses, numéros de téléphone)
- contraires au droit d'auteur, au respect de la vie privée, au droit à l'image

Le modérateur se réserve le droit de ne pas publier un message, de ne publier qu'une partie d'un message en supprimant les passages jugés inappropriés, ou encore d'apporter certaines modifications mineures (notamment des corrections orthographiques) dans la mesure où elles ne changent pas le sens du message. Le modérateur s'engage à informer par e-mail l'auteur d'un message de sa publication, de son éventuelle modification ou de son refus. Le modérateur attribue par ailleurs à chaque question, avis ou contribution des mots-clés, qui permettent aux internautes de trier les avis publiés par thème ou par territoire.

Les critères qui régissent les contributions et cahiers d'acteur font l'objet d'un cahier des charges qui leur est dédié.

Le maître d'ouvrage et la CPDP s'engagent à répondre aux questions du public dans un délai raisonnable, quand elles portent respectivement sur le projet ou sur le débat. Les réponses sont rendues publiques sur le site du débat et envoyées à l'auteur de la

question par email ou par courrier postal. La CPDP vérifie la cohérence des réponses du maître d'ouvrage et le fait qu'elles sont suffisamment complètes avant de les publier et de les envoyer.

Loi Informatique et Libertés

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à contact@debatpublic-eolienmer-fecamp.org